



CTL Renault Lardy

Lundi 5 février 2024

Paysans, salariés du public et du privé : c'est aux capitalistes et à leurs représentants qu'il faut s'en prendre !

Il n'aura fallu que quelques heures après les annonces d'Attal pour que la quasi-totalité des barrages d'agriculteurs, à l'appel de la FNSEA et de la Coordination rurale, soient levés. Seule la Confédération paysanne a appelé à poursuivre les actions, et là, la police de Darmanin est vite intervenue pour faire lever les barrages. Attal a promis une « pause » sur le plan « Écophyto » de réduction des pesticides, de diminuer le nombre de jachères et de rétablir les subventions sur le gasoil non routier (GNR) pour les tracteurs. Bref, le gouvernement se sert de « l'écologie punitive » comme bouc-émissaire, pour mieux épargner les géants de l'agro-business, que ce soient les banques, les industries agro-alimentaires ou les grandes surfaces. Il leur est juste demandé de... mieux respecter la loi ! Une loi qui a bien montré qu'elle est incapable de garantir un revenu à ceux qui travaillent la terre.

Comment expliquer alors que les barrages routiers aient été si rapidement levés ? Tout simplement parce que, dans cette mobilisation, se trouvaient aussi bien les petits agriculteurs, écrasés par les dettes, vivant en dessous du Smic, pressurés par les grands capitalistes... que des dirigeants de véritables empires de l'agro-business, tel Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, dirigeant de la multinationale Avril – les huiles Lesieur, Isio4, Puget... Il est même le président du conseil d'administration de Sofiprotéol, une société de... crédit aux agriculteurs ! Pas étonnant que ces messieurs-là ne veuillent surtout pas qu'on s'en prenne aux banques et aux grands capitalistes !

La colère paysanne a ravivé la colère ouvrière

Il n'empêche, l'explosion de colère des paysans a suscité une profonde sympathie chez les travailleurs et travailleuses. Le slogan « vivre et pas survivre » résonne avec la stagnation des salaires et la hausse des prix de la vie courante dans les villes.

On pouvait voir de nombreux clins d'œil aux blocages paysans dans les manifestations bien fournies de l'Éducation nationale du 1^{er} février. Pour sûr que les mensonges, l'arrogance et le mépris de la nouvelle ministre, Amélie Oudéa-Castéra, ont dû jouer.

Côté vie privée : elle contourne le système pour placer ses enfants à Stanislas, école privée de luxe, catholique intégriste. Côté vie publique : elle annonce

de nouvelles mesures renforçant le tri social et l'encasernement de la jeunesse, avec les « groupes de niveau » dès le collège, et la généralisation du service national universel au lycée.

Le tout sur fond d'établissements délabrés, de salaires qui stagnent et de crise de recrutement – ceci expliquant cela. Là encore, il faudrait déjà augmenter les salaires pour qu'on puisse recruter ! La grève a été particulièrement bien suivie jeudi dernier, et les suites sont en cours de discussion et de préparation dans les établissements. C'est bien la mobilisation de tout le secteur, de la maternelle au lycée, qui est posée.

Des mobilisations auront également lieu dans les jours et les semaines qui viennent à la SNCF, à la RATP, dans les centres de tri de la Poste. Là aussi, l'exigence, c'est l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, pour pouvoir vivre dignement de son travail dans de bonnes conditions !

Pour un mouvement d'ensemble !

Cette ébullition vient de toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus des fins de mois qui commencent le 5, qui n'en peuvent plus de se tuer à travailler pour ne pas gagner sa vie.

Oui, plus que jamais, dans le public comme dans le privé, à la ville comme à la campagne, c'est l'augmentation générale des salaires et des revenus de ceux qui travaillent qui est à l'ordre du jour : 400 euros d'augmentation pour tous ! Pas un seul salaire en dessous de 2000 euros ! Et, pour imposer une telle mesure, c'est bien un mouvement d'ensemble des salariés, de la jeunesse et des paysans exploités qu'il faudra.

La Bourse...

De Meo a annoncé que l'entrée en Bourse d'Ampère était annulée. Est-ce que la bulle spéculative de l'électrique a éclaté trop tôt ? Les marchés financiers ne sont-ils pas emballés par son projet ? Évidemment, les simples salariés comme nous n'en sauront rien.

Quant à comprendre les fluctuations absurdes de la valorisation des entreprises, laissons les patrons et les hauts cadres si « visionnaires » commenter leurs propres calculs : ça fait bien longtemps qu'on sait que leurs bonnes affaires ne font jamais les nôtres.

... ou nos vies

Mais pour les salariés, si cette introduction en Bourse n'annonçait rien de bon, son annulation n'a pas de quoi rassurer non plus. Le démantèlement de Renault en morceaux n'a pas reculé d'un iota depuis que le PDG a changé d'avis.

Et si Ampère n'a pas accès au capital boursier pour financer les futurs investissements, De Meo compte aller le chercher ailleurs. Et devinez qui va devoir redoubler d'efforts pour payer la note ? Alors pour ne pas se faire braquer une fois de plus, organisons-nous pour défendre nos emplois, nos salaires et nos conditions de travail.

Les vautours rôdent

Lorgnant sur les péripéties de son alter ego De Meo, le PDG de Stellantis, Carlos Tavares, prédit un avenir sombre pour Renault face à la concurrence. À moins qu'il ne vienne lui-même sauver le groupe, via une méga fusion avec Stellantis. Un projet sans doute plus mégalo que réaliste, mais qui en dit long sur la rapacité des capitalistes dans un secteur automobile en cours de restructuration, avec les dégâts qu'on sait pour les salariés.

Pour justifier ses ambitions dévorantes, Tavares invoque Darwin et parle de survie face à la concurrence chinoise. Mais la théorie de l'évolution n'a rien à voir avec les manœuvres patronales : si on cherche une référence dans le règne animal, mieux vaut regarder du côté des charognards.

Ils radotent

Lors de l'Amphi de la nouvelle direction Ampère AMV de lundi, le directeur Ph. Brunet nous a encore sorti que les constructeurs chinois développaient vite car leurs salariés travaillaient 12 heures par jour, 6

jours par semaine. Il a quand même concédé qu'ils étaient aussi mieux organisés !

Leur rouleau-compresseur idéologique sent de plus en plus mauvais. La propagande patronale ne nous fera pas baisser les armes face aux menaces sur nos emplois ou nos conditions de vies et de travail.

Votation, piège à cons ?

La votation lancée par la Mairie de Paris a fait plus de bruit qu'un moteur de SUV en côte. Outre la faible participation, la hausse des tarifs de stationnement pour quelques véhicules lourds ne va pas changer grand-chose à la pollution de l'air, pourtant bien réelle et dangereuse pour la santé.

Car ce n'est pas avec des parcmètres qu'on peut limiter les émissions polluantes : c'est en ouvrant le capot verrouillé par les industriels, qui décident d'alourdir ou de rencherir les modèles, pour gonfler leurs profits.

Mais pour arracher le contrôle de l'économie aux capitalistes, il faudra plus que des votations !

Eaux minérales polluées, gouvernement mouillé

Selon une enquête, Nestlé et d'autres industriels ont caché au public que l'eau qu'ils pompaient était contaminée. Pour continuer de la mettre en bouteille, ils ont eu recours à des

systèmes de purification strictement interdits pour les eaux minérales – et potentiellement dangereux. Le gouvernement, mis au courant dès 2021, a assoupli la réglementation nationale, passant outre les directives européennes, pour leur permettre de continuer.

Pire, il a refusé de rendre publique une étude accablante de l'Inspection générale des affaires sociales car « le rapport contient des données relevant du secret des affaires. » Business d'abord, santé ensuite.

Combattre « l'instabilité » avec des bombes ?

Le 3 février, l'armée américaine a pris pour cible 13 sites militaires des rebelles houthis au nord du Yémen. Et cela, 24 heures après une série de frappes contre les forces iraniennes et les milices qu'elles soutiennent en Syrie et en Irak. Biden prétend que ces frappes visent à maintenir la stabilité dans la région face aux attaques de navires de commerce en mer Rouge. Plutôt que de paix, ils se préoccupent surtout de ne pas laisser leurs adversaires gratter leur zone d'influence et perturber leurs affaires.



